

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 18/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGORA (ex OCEAL roye sur matz)

11 rue du moulin
60310 Roye-Sur-Matz

Références : IC-R/266/25-NEC/SF
Code AIOT : 0005101522

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement AGORA (ex OCEAL roye sur matz) implanté 11 Rue du Moulin 60310 Roye-sur-Matz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite a pour objet le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 décembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGORA (ex OCEAL roye sur matz)
- 11 Rue du Moulin 60310 Roye-sur-Matz
- Code AIOT : 0005101522
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AGORA est spécialisée dans la collecte, le stockage et la commercialisation de céréales, oléoprotéagineux, engrais et produits phytosanitaires. Les activités réalisées sur le site sont principalement la réception, le stockage et l'expédition de céréales apportées par les agriculteurs (blé, orge, colza, escourgeons). Le site permet également le stockage d'engrais liquides et solides soumis au régime de la déclaration et de produits phytosanitaires dont la quantité n'atteint pas le régime de la déclaration. Ces produits sont réexpédiés dans la majorité des cas aux agriculteurs.

L'établissement est soumis à Autorisation, notamment pour la rubrique 2160.2.a pour le stockage de céréales dans un silo vertical.

Il est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 juillet 2016.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Détection incendie et fumée	AP de Mise en Demeure du 04/12/2024, article 1er	Levée de mise en demeure
2	Surveillance des installations	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet
3	Consignes de sécurité procédure exploitation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
4	Prévention du risque incendie et explosion	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a effectué les travaux pour répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 décembre 2024. Ce dernier peut être abrogé.

Le silo est actuellement exploité dans le respect de la réglementation, démontrant une gestion rigoureuse et efficace des opérations. L'environnement de travail est propre, organisé et sécurisé, reflétant un engagement clair envers les bonnes pratiques opérationnelles.

L'agent d'exploitation démontre une connaissance approfondie et une application rigoureuse de toutes les procédures d'exploitation, incluant le chargement, le déchargement, le stockage, et la

surveillance des conditions des produits (engrais et céréales).

L'agent d'exploitation est parfaitement formé aux protocoles de sécurité spécifiques aux silos.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection incendie et fumée

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/12/2024, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie et fumée
Prescription contrôlée : La société AGORA exploitant des stockages de céréales et d'engrais sur le territoire de la commune de Roye-sur-Matz est mise en demeure de respecter les dispositions : <ul style="list-style-type: none">• en mettant en place une détection automatique d'incendie ou de combustion de détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz au niveau des magasins de stockage et notamment au sein de la case de stockage d'ammonitrates,• dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a mis en place une détection de fumée ponctuelle au sein de chaque case du bâtiment engrais. Ces détecteurs sont associés à des avertisseurs sonores et lumineux. Ils sont conformes au référentiel APSAD R7 (Détection automatique d'incendie - Règle d'installation et de maintenance). Cf. bon de commande ERSI n° 2818 du 29/04/2025. L'exploitant respecte les dispositions de la mise en demeure susvisée. Cette dernière peut être abrogée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Surveillance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance du silo
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.

Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

Constats :

Par mail du 25/04/2025, l'exploitant a transmis les attestations de formation de l'agent d'exploitation du silo : Monsieur Claude DEVIS.

Cet agent a suivi des formations en liaison avec le risque « silos » :

- Sécurité exploitation engrais

- Date réalisation : 24.05.2024
- Date fin de validité : 24.05.2029
- Année fin validité : 2029
- Mois fin validité : mai
- Statut : valide
- Type de formation : renouvellement
- Contenu : connaître les risques particuliers liés au stockage d'engrais solides et connaître les mesures de prévention et de protection liés à ces risques

- Sécurité exploitation silo

- Date réalisation : 24.05.2024
- Date fin de validité : 24.05.2029
- Année fin validité : 2029
- Mois fin validité : mai
- Statut : valide
- Type de formation : renouvellement
- Contenu : connaître les risques particuliers liés aux céréales et aux poussières de silos -et connaître les mesures de prévention et de protection liées à ces risques

Cet agent a suivi d'autres formations sans liaison directe avec le risque « silos » :

- Aptitude à la conduite en sécurité chariot frontal (cat. 3)

- Date réalisation : 30.01.2024
- Date fin de validité : 30.01.2029
- Année fin validité : 2029
- Mois fin validité : janvier
- Statut : valide
- Type de formation : renouvellement

- Aptitude à la conduite en sécurité engin de manutention (cat. 9 ou F)

- Date réalisation : 31.05.2024
- Date fin de validité : 30.01.2029
- Année fin validité : 2029
- Mois fin validité : mai

<ul style="list-style-type: none"> • Statut : valide • Type de formation : renouvellement <p>- Habilitation Électrique BS- BE Manœuvre</p> <ul style="list-style-type: none"> • Date réalisation : 22.02.2024 • Date fin de validité : 22.02.2027 • Année fin validité : 2027 • Mois fin validité : février • Statut : valide • Type de formation : initial <p>- Certificat individuel professionnel produits phytopharmaceutiques "Certiphytos Mise en Vente PP"</p> <ul style="list-style-type: none"> • Date réalisation : 26.09.2022 • Date fin de validité : 26.09.2027 • Année fin validité : 2027 • Mois fin validité : septembre • Statut : valide • Type de formation : renouvellement <p>- Transport de matières dangereuses ADR 1.3</p> <ul style="list-style-type: none"> • Date réalisation : 10.12.2024 • Date fin de validité : 10.12.2029 • Année fin validité : 2029 • Mois fin validité : décembre • Statut : valide • Type de formation : renouvellement <p>Le site de Roye sur Matz appartient au groupe AGORA. Si un agent d'exploitation est absent, cela en est un autre, formé également, qui le remplace. Un système d'astreinte est en place pour effectuer les remplacements.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Consignes de sécurité procédure exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité procédure exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.</p> <p>Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer.

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Constats :

L'exploitant dispose des procédures et modes opératoires suivants :

- 08 - MO.08.04 - Comportement en cas de sinistre
- 11 - MO.08.11 - Mise en route et fermeture des installations
- 17 - MO.08.12 - Consignation déconsignation v2
- 18 - MO.08.13 - Travail des entreprises extérieures

Ces procédures sont affichées dans le bureau du site.

Le permis de feu est obligatoire pour tous travaux par point chaud aussi bien pour les entreprises extérieures que pour le personnel de la coopérative. Le personnel entretien/maintenance de la coopérative est dispensé de « permis de feu », dès lors que les travaux sont effectués uniquement dans l'atelier. Aucun travail par point chaud ne sera effectué l'après-midi, en particulier le vendredi, à partir de 15h.

- 21 - MO.08.14 - Plan de prévention & permis de feu v2

L'interdiction de fumer est affichée à différents endroits de suite et notamment à l'entrée du bâtiment de stockage des engrais et des silos.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention du risque incendie et explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie et explosion

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du *code du travail*. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux

locaux à risque d'incendie.

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;
- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas sources d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.

Constats :

L'exploitant dispose :

- d'une analyse du risque foudre (ARF) : n° 15410783 du 23.10.2015 ;
- d'une étude technique (ET) : n° 15010782 du 23.11.2015.

Le maintien en conformité du risque foudre est suivi par un plan d'action (fichier excel).

Les installations électriques du site ont fait l'objet d'un contrôle par Bureau Veritas le 04.10.2024. Le rapport met en évidence trois non-conformités : une verrine cassée et la présence de poussières au niveau de l'armoire électrique et du local châssis.

L'exploitant a fait intervenir une société extérieure pour procéder à la réparation et au dépoussiérage. Les bons de travail attestant de leur réalisation sont disponibles sous GMAO. La réparation ainsi que le dépoussiérage ont été constaté par l'Inspection lors de la visite de site.

L'étude technique a conclu qu'une pointe de paratonnerre n'était pas nécessaire car la structure en palplanches est suffisamment fermée et bien mise à la terre ; elle offre donc une certaine protection contre la foudre à ce qui se trouve à l'intérieur.

Dans son étude des dangers datant de 2016, l'exploitant a ciblé l'ensemble des équipements sur lesquels pouvait avoir lieu un incendie, une explosion ou un ensevelissement.

Les événements susceptibles de produire un incendie ou une explosion sont : la présence de grain, l'ensilage de grain, la présence de poussières en concentration importante, un court-circuit, une rupture de l'élément et la dégradation de la qualité des céréales.

Les barrières et mélanges de protection contre l'explosion sont notamment : les poussières intimement mélangées aux grains et la présence d'une toiture soufflable.

L'exploitant a également mis en place l'ensemble des dispositifs de sécurité exigibles d'après le guide de l'état de l'art des silos :

- découplage entre la tour de manutention et la galerie de reprise,
- découplage entre la tour de manutention et les transporteurs d'ensilage liés à la conception du silo,
- absence de galerie supérieure close, transporteurs d'ensilage à l'air libre,
- cellules de stockage couvertes par des tôles en acier,
- suivi des températures dans les différentes zones de stockage des céréales,
- etc.

Type de suites proposées : Sans suite